

L'Expansion

À la une Augmenter les salaires
Concrètement, comment faire ?

Propos recueillis par
Mathieu

Stéphanie Benz

Franck Dedieu

Béatrice

729 mots

1 décembre 2010

L'Expansion

EXPNSN

64-65

758

Français

Copyright 2010 Groupe Express-Roularta, All Rights Reserved.

Baisser les charges, limiter les hauts salaires, inciter fiscalement les entreprises aux augmentations... Politiques, économistes et patrons livrent à "L'Expansion" leurs recettes pour sortir de la rigueur.

Jean-François Copé, député et maire de Meaux, secrétaire général de l'UMP En finir avec les trente-cinq heures et instaurer la TVA antidélocalisation

"La réduction du coût du travail permettrait aux entreprises de gagner en compétitivité par rapport aux concurrents étrangers, d'embaucher et, à terme, d'augmenter les salaires, tout en limitant les délocalisations. Il faut donc remettre définitivement en cause les trente-cinq heures. Et alléger les charges en échange d'une taxe additionnelle sur la consommation. Les importations participeraient enfin à l'équilibre de notre modèle social ! Pour s'assurer que les salariés ne perdent rien au change, des négociations salariales seraient organisées dans chaque branche professionnelle."

Michel Sapin, député PS de l'Indre, secrétaire national chargé de l'économie Imposer les sociétés en fonction de leur politique salariale

"Nous ne pouvons pas sortir de la crise des rémunérations en utilisant seulement le levier du salaire minimal. Il faut mettre en place des politiques incitatives. Pourquoi ne pas moduler l'impôt sur les sociétés en fonction de la répartition du profit entre salariés et actionnaires ? Une sorte de récompense fiscale aux entreprises qui redistribueraient plus à leurs employés."

Jean-Luc Mélenchon, député européen, président du Parti de gauche Redistribuer les richesses en fixant un salaire maximal

"Un moyen pour redistribuer les richesses et augmenter les plus petites rémunérations consiste à instaurer un salaire maximal : dans chaque entreprise, pas de salaire supérieur à vingt fois le salaire le plus bas. Plus globalement, la principale cause d'appauvrissement du salariat est la financiarisation, qui a accéléré le pillage du travail par le capital. Il faut définancieriser les échanges et réorienter la production dans le cadre d'une planification écologique."

Michel Meunier, président du Centre des jeunes dirigeants Taxer la pollution plutôt que le travail

"Notre système de prélèvements ponctionne en priorité le travail, puis la consommation, très peu la pollution et encore moins l'usage des ressources naturelles. Il faut inverser cette hiérarchie en mettant en place un système fiscal "pollueur payeur" qui permettra d'abaisser les charges et d'augmenter durablement les salaires."

Jean-François Roubaud, président de la Confédération générale des petites et moyennes entreprises (CGPME) Développer l'intéressement

"La vraie question, c'est le partage des résultats. Cela passe par le développement de la participation, et surtout de l'intéressement. Ces dispositifs, fiscalement avantageux, permettent de redistribuer des bénéfices déjà engrangés sans obérer l'avenir, contrairement aux augmentations de salaires."

Jean-Christophe Le Duigou, secrétaire confédéral de la CGT, membre de la Commission économique de la nation Pas d'aide aux entreprises sans accord salarial

"Il faut remettre à plat les exonérations de cotisations sociales et subordonner toute aide à la signature d'un accord salarial. Nous souhaitons pénaliser le recours excessif à la précarité par une réforme du mode de cotisation patronale. La reconnaissance du travail de plus en plus qualifié dans le circuit économique et la gouvernance des entreprises nécessitera par ailleurs une réforme fiscale de grande

ampleur, dont celle de l'impôt sur les sociétés."

Frédéric Bedin, président de CroissancePlus Moins de charges, plus de salaires

"La seule solution pour augmenter massivement les salaires nets, c'est de baisser les charges sociales et de redistribuer aux salariés les économies ainsi générées. En contrepartie, une hausse de la TVA, de la CSG et de la fiscalité sur les successions permettrait de financer les dépenses sociales."

Jean-Paul Fitoussi, président de l'Observatoire français des conjonctures économiques (**OFCE**) Revenir à une imposition plus progressive

"Pour relever le pouvoir d'achat des salariés, il faut stopper la concurrence fiscale et sociale entre pays riches, notamment en Europe. Nous sommes lancés dans une course au moins-disant fiscal destructrice, car cette concurrence condamne la demande intérieure à être structurellement faible et oblige les politiques monétaires à être toujours plus expansionnistes. La fiscalité sur le revenu doit être remodelée. Au cours des dernières années, elle a été trop abaissée, et le nombre de tranches est actuellement trop faible. Du coup, le système n'est absolument plus redistributif. Il faut réintroduire de la progressivité dans l'imposition des revenus."

132655R

Document EXPNSN0020101124e6c100025